

Kanaky: Vers l'association néocoloniale officielle.

En 1988, furent signés les accords tripartites de Matignon entre le FLNKS dirigé par Jean-Marie Tjibaou (qui a payé de sa vie sa signature un an plus tard), le RPCR de Jacques Lafleur et le gouvernement PS sous la houlette de Michel Rocard. Ils intervenaient après une période insurrectionnelle au cours de laquelle 19 militants indépendantistes ont été abattus par le GIGN à Ouvéa après l'attaque de plusieurs casernes de gendarmes et leur prise en otages. Ce massacre a été ordonné directement le ministre des DOM-TOM du gouvernement Chirac de l'époque, Bernard Pons, avec l'accord de Mitterrand. Ils ouvrirent une période de transition de 10 ans à l'issue de laquelle devrait être organisé un référendum d'autodétermination, c'est à dire au plus tard en décembre 1998. Depuis lors, les conséquences produites par ces accords ont profondément modifié le paysage économique, social et politique de la Nouvelle-Calédonie.

Rappel

Pour comprendre la portée des accords de Matignon, il faudrait se rappeler la situation qui prévalait auparavant. C'était une situation typiquement coloniale avec le contrôle absolu du pouvoir politique par les colons (le RPCR représentant les intérêts de la bourgeoisie caldoche) et le Haut-commissaire, en fait le gouverneur colonial, représentant directement l'Etat français. Les Kanaks étaient en général marginalisés politiquement. Le FLNKS était victime d'une terrible répression et même menacé de dissolution par Pons. Cela n'altérera nullement sa combativité, mais montrait les limites en ce qui concerne le rapport qui lui était d'une manière écrasante défavorable. C'est dans ce contexte que les socialistes sont revenus au pouvoir en 1988 et ont proposé une "solution consensuelle" pour "ramener la paix civile" et maintenir la Nouvelle Calédonie dans le giron de l'impérialisme français. De la part du FLNKS, cette "opportunité" pouvait être considérée comme une pause pour se consolider en conscience et en organisation et reprendre des forces. Or la voie choisie par le FLNKS n'était pas dictée par la volonté d'accéder à l'indépendance en libérant les masses kanakes et exploitées de toute forme d'exploitation, mais par l'ambition de supplanter la bourgeoisie caldoche, ou tout au moins de partager le pouvoir politique et économique de manière plus profitable pour lui. Ainsi, il comptait jouer au malin avec l'impérialisme pour le vaincre sur son terrain pour pouvoir remporter les élections en 1998 en scissionnant le camp des colons, pardon des caldoches. A l'époque, nous disions: "Qu'il (le FLNKS) y arrive, n'est pas impossible avec cette stratégie. De toutes les façons, l'éternel problème n'est pas là, c'est la **nature** de l'indépendance. Si c'est pour avoir une Kanaky indépendante comme le Gabon ou Djibouti, qu'y aura-t-il de changé **pour le peuple**, mise à part l'apparition d'une bourgeoisie kanake. ...C'est en tout cas une chose sûre : l'accord et les dix ans à venir vont accélérer la contradiction au sein des Kanaks entre ceux jouant la voie proposée, et donc le maintien de la domination impérialiste française, et les autres actuellement incertains et à la recherche d'une autre voie" (Partisan N° 34, Octobre 1988, La politique du FLNKS).

Sur le plan économique, ils étaient pour l'essentiel réduits à l'économie de subsistance dans leurs tribus. D'où l'importance des "mesures d'accompagnement économiques dans les Accords" pour intégrer ou désintégrer (c'est selon) la société kanake. Cependant, il y avait une certaine autonomie dans la société kanake que l'application des dits accords n'ont pas manqué de bouleverser. Les élections qui sont organisées après les accords donnent au FLNKS la gestion de la Province Nord et les Iles Loyauté, tandis que la Province Sud, la plus développée et qui abrite la capitale Nouméa, revenait au RPCR. L'idée de la transition de 10 ans de 1988 à 1998 consistait en "un rééquilibrage entre Nord sous-développé et le Sud développé".

L'approche "sous-développé" et "développé" escamote la division coloniale et fait l'impasse sur la nécessaire rupture.

Le FLNKS goûte à la soupe

D'abord au niveau politique avec la gestion des collectivités créées, le FLNKS commençait à goûter à la soupe. Salaires mirobolants et divers avantages dans les structures administratives et nouveaux organismes créés. Surtout le choix d'un type de développement basé sur le tertiaire ou le jeu de la compétitivité. Pour le tertiaire, on peut noter le développement des structures hôtelières et agences de voyages, au détriment de la lutte contre « l'immigration » qui viserait à noyer le peuple Kanak. Sur ce plan, le FLNKS n'est pas clair dans l'affaire des boat

people asiatiques. Il a brillé par son silence tandis que certaines de ses composantes faisaient preuve d'un racisme bestial à leur égard.

Ensuite au niveau économique, le FLNKS voulait montrer ses capacités de gestion et à être à la hauteur de la compétitivité internationale. Pour cela, il fallait s'allier avec une multinationale canadienne Falconbridge en augmentant la teneur en nickel des produits transformés pour pouvoir battre sur le fil l'Indonésie et les autres pays favorisés par leur plus grande proximité avec les pays acheteurs (Le Japon par exemple). Dans cette lutte à mort à la compétitivité, que gagneraient les travailleurs en général, les travailleurs kanaks en particulier ? (Voir Partisan N° 120, mai 1997, Nickel et Néocolonialisme).

La stratégie du FLNKS et ses contradictions.

Y a-t-il encore un FLNKS ? Depuis 1989, il y a une valse de dirigeants. Certains congrès sont reportés plusieurs fois. Même chose au niveau de ses composantes comme le PALIKA où on note de profondes divergences entre le PALIKA Nord et le PALIKA Sud. Son grand écart consiste à concilier ses aspirations à avoir une base économique plus forte en tant que bourgeoisie face à celle du Sud et la radicalité croissante de sa base, surtout de sa jeunesse. Pour ces jeunes, le « rééquilibrage » n'est qu'accroissement de la misère, déracinement et précarité. Le FLNKS s'appuie sur cette radicalité pour avoir un meilleur rapport de force dans les négociations. C'est toute la signification de la mobilisation sur le préalable minier. Mais l'objectif n'est nullement l'indépendance. Ils voudraient cogérer avec le RPCR avec plus de considération et de fromage. Ils sont sûrs de perdre le référendum en 1998 avec le corps électoral accepté en 1988. La majorité de la direction assume clairement ses penchants au néocolonialisme, autrement dit l'indépendance-association.

Après l'accalmie, Le FLNKS ou certaines de ses composantes géraient main dans la main certains cadres communs avec le RPCR. Il ne manquait pas d'occasions où certaines composantes s'alliaient avec l'ennemi d'hier (le RPCR) ou soutenaient des caldoches clairement anti-indépendantistes lors de certains votes ou élections pour accéder à des postes ou gagner des élections. Le but est clairement désigné, c'est le partage du gâteau. Avec l'argent géré des collectivités, ils font preuve de clientélisme en saupoudrant quelques miettes à des "inconditionnels".

Dislocation du tissu social kanak

Le peuple Kanak s'est distingué par sa grande capacité séculaire de résistance au colonialisme (massacres, famine, maladies) grâce à des structures communautaires, une autonomie au niveau productif (taux d'autoconsommation élevé) etc. Depuis 1853, début de la féroce conquête coloniale. L'application des accords de Matignon détruit progressivement ces anticorps. On constate l'abandon progressif des cultures vivrières alors que les micro-projets individuels pour promouvoir ou arrimer des petits producteurs Kanaks au char du capitalisme échouent. Cela se traduit par un exode des tribus pour peupler les bidonvilles de Nouméa, la montée de la délinquance et de la consommation de drogue (y compris dans les tribus) et la baisse de la natalité. Un symbole on ne peut plus significatif : beaucoup de Kanaks achètent maintenant l'igname aux fermiers Blancs, avec toute la place qu'il occupait dans la culture Kanak. Le "rééquilibrage" a plutôt profité au Sud qui avait déjà les entreprises pour construire les routes, écoles, dispensaires et bâtiments administratifs dans le Nord.

Les accords de Nouméa.

A l'issue des 10 années de transition de 1988 à 1998, un référendum d'autodétermination sur l'indépendance devait avoir lieu. Des dirigeants du FLNKS à ceux du RPCR, il y eut unanimité pour éviter un "référendum-couperet" qui aurait constitué une impasse pour tous. Pour le RPCR, les accords de Matignon, contre lesquels la majorité des colons ont voté, ont engendré une période bénie de prospérité avec les transferts financiers de la métropole et la "paix sociale" retrouvée pour les affaires. Quant au FLNKS, ses prévisions d'indépendance même dans un cadre colonial se sont envolées, il n'avait aucune chance d'emporter un éventuel référendum, et les Kanaks se sont plus "désintégré" que les Caldoches. Sous un autre rapport, il sous-estimait la part du gâteau qu'il avait jusqu'à présent et trouvait la bourgeoisie caldoche pas assez partageuse. C'est pourquoi, il a traîné longtemps avant de rejoindre la table des négociations en brandissant le « préalable minier ». Ce dernier consistait en une revendication pour la cession des gisements miniers détenus par Eramet (où l'Etat français et les caldoches sont majoritaires) à la SMSP (détenue par le FLNKS) pour pouvoir construire une usine transformation de nickel (Voir Partisan N° 120, mai 1997, Nickel et Néocolonialisme). Il est significatif de faire le parallèle de la forme tripartite entre Patronat-Syndicats-Etat d'une part, et RPCR-FLNKS-Etat français. Le FLNKS insistait

beaucoup sur le rôle de médiateur et d'accélérateur que devrait avoir l'impérialisme français pour faire pression sur ses colons, reconnaître « le fait colonial et l'identité kanake ». Même s'il les reconnaît en octroyant quelques concessions auxquelles les Kanaks peuvent être sensibles, cela ne mange pas de pain. Car ce qui intéresse l'impérialisme français, ce sont les énormes gisements de nickel, la vaste zone maritime (et les richesses qu'elle recèle) et la position stratégique d'un pays dans une région qui était considérée jusqu'à la crise du Sud-Est Asiatique comme la région-clé du 21^{ème} siècle. Face à ces intérêts, la France n'hésite pas à octroyer quelques symboles qui peuvent flatter l'amour propre et la fierté des Kanaks surtout sur le plan culturel. Il est important de souligner au passage le caractère contradictoire de la culture et des coutumes kanakes comme partout ailleurs. Les Petits-Chefs des tribus ont été le plus souvent utilisés comme garants de l'ordre colonial. De même que la place marginale de la femme dans la société kanake est cautionnée au niveau du FLNKS où toute question relative à l'exploitation de la femme est assimilée à des « manœuvres de division » des colonisés.

Après la satisfaction du "préalable minier" au gouvernement français, le FLNKS a accepté un accord où la question de l'indépendance est renvoyée au plus tôt à l'année 2013. Les mots autonomie ou indépendance ont été bannis du texte des accords. Par contre, ils prévoient à terme l'accession de la Nouvelle-Calédonie à « l'entière souveraineté » à travers un « transfert progressif et irréversible des compétences ». Autrement dit, un hymne, un drapeau, le graphisme des billets de banque, un changement de nom (par exemple Kanaky à la place de la Nouvelle Calédonie), une « citoyenneté locale » pourront être décidés par les nouvelles instances du territoire. Par ailleurs, la défense, la justice et les affaires étrangères sont directement du ressort du gouvernement français. Sur le plan économique, les principaux leviers sont restés et resteront dans les mains de l'Etat français et de la bourgeoisie caldoche.

En définitive, à la différence des Accords de Matignon en 1988, ceux de Nouméa en 1998 représentent pour le FLNKS l'acceptation d'une soumission néocoloniale consciente, sans aucune excuse après les 10 années d'intégration pacifique qui ont fait émerger les embryons d'une bourgeoisie kanake. Les exploités ou opprimés du territoire, pour la plupart Kanaks, n'ont rien de bon à attendre.

A quelque chose malheur est bon.

Dynamique intercommunautaire en marche, des jeunes kanaks, caldoches et wallisiens participent de plus en plus ensemble à des manifestations culturelles ou sportives. Les travailleurs wallisiens se rapprochent de plus en plus de l'USTKE. Les magouilles au sommet entre la petite-bourgeoisie kanake et la bourgeoisie caldoche rapprochent les laissés pour compte et les exploités des différentes communautés. Dans certaines tribus, comme à Gossanah, les militants refusent de rentrer dans le jeu néocolonial, développent les cultures locales et poursuivent les écoles kanakes. Si des perspectives de classe sont offertes à tous ces "résistants", c'est une bonne base et un encouragement pour acquérir une indépendance autre qu'association...

Quant aux communistes internationalistes, l'analyse faite ci-dessus nous amène à refuser tout soutien au FLNKS. Cependant, nos tâches négatives (lutter contre) par rapport à notre « propre » impérialisme demeurent intangibles:

- **Retrait des troupes françaises de Kanaky !**
- **Abandon de tous les intérêts français !**
- **Solidarité active avec les militants kanaks véritablement anti-coloniaux !**

P.Castain